

- 3) l'élaboration de pratiques opérationnelles pour la menée d'une bonne enquête sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques, enquête dont les résultats ont récemment été soumis au Secrétaire général de l'ONU;
- 4) le dépôt, à la Conférence de Genève sur le désarmement, d'un document de travail sur la nature du régime juridique régissant l'espace extra-atmosphérique.

Nous ne devons pas oublier que les possibilités de progrès sur le contrôle des armements sont nettement liées à une amélioration de la relation générale Est-Ouest. La confiance peut être graduellement générée par des actions politiques qui favorisent la consultation et la coopération Est-Ouest.

La valorisation du dialogue politique avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est et l'inclusion dans ce dialogue d'un sain élément de contacts interpersonnels sont de grands objectifs de notre gouvernement. Cette dernière année, nous avons vu un nombre impressionnant de visites de haut niveau entre le Canada et des pays du bloc de l'Est. Le Premier ministre et moi-même avons visité l'Union soviétique; M. Kelleher et Mme Vézina ont notamment visité la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie. Nous avons reçu le Président de la Roumanie, le Premier ministre de la République de Russie et le Vice-Premier ministre de la Hongrie.

Le Canada a accueilli la Réunion d'experts de la CSCE sur les droits de l'homme et joue un rôle actif dans les autres rencontres de la CSCE cherchant la réalisation des principes de l'Acte final d'Helsinki. Ce sont notamment la Conférence de Stockholm sur la confiance et la sécurité, la réunion de Berne sur les contacts entre les personnes, et la Réunion de suivi de Vienne qui sera convoquée en novembre pour revoir toute la gamme des activités de la CSCE. L'été dernier, je me suis joint aux ministres des Affaires étrangères des autres membres de la CSCE à Helsinki pour commémorer le dixième anniversaire de la signature de l'Acte final et pour renouveler notre engagement à relever le niveau de sécurité et de coopération en Europe. Le Canada croit que la CSCE peut être un important moyen de promouvoir nos objectifs en matière de sécurité et de protection des droits de la personne.